

Tchéchénie : un conflit en mutation

Pierre Jolicoeur

Numéro 767, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69792ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jolicoeur, P. (2013). Tchéchénie : un conflit en mutation. *Relations*, (767), 28–29.



Tchéchénie: un conflit en mutation

Depuis la révélation de l'identité des frères Tsarnaev, auteurs présumés de l'attentat de Boston, en avril 2013, la Tchétchénie, foyer de tension depuis de nombreuses années, est de nouveau sous le feu des projecteurs.

PIERRE JOLICOEUR

L'auteur est directeur du Département de science politique du Collège militaire royal du Canada à Kingston

La Tchétchénie est une république de la Fédération de Russie, située sur le versant nord du Caucase et peuplée d'environ 1,3 million d'habitants. Elle est assez petite (deux fois la taille de l'île d'Anticosti), montagneuse au sud et à majorité musulmane. Elle est frontalière à l'ouest avec le Daguestan, à l'est avec l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord, et au sud avec la Géorgie. Son passé est marqué par de nombreux conflits qui l'ont rendue tristement célèbre d'abord en Russie, mais aussi dans le monde.

L'ORIGINE DES CONFLITS

Ce n'est qu'au début du XIX^e siècle que la Russie, sous la houlette du tsar Nicolas I^{er}, envahit le Caucase et prend le contrôle des régions que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Tchétchénie et de Daguestan. Depuis lors, les Tchétchènes ont toujours été animés par la flamme séparatiste qui leur a permis d'opposer une féroce résistance à la conquête russe. Après la révolution bolchévique, en 1922, la

Tchéchénie devient une région autonome au sein de l'Union soviétique. Après avoir fusionné avec la région autonome d'Ingouchie, elle acquiert le statut de république en 1936. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Tchétchènes font partie de la quinzaine de nationalités accusées par Staline de collaboration avec les nazis. Environ 600 000 d'entre eux sont déportés en moins de six jours vers la Sibérie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et d'autres régions d'Asie centrale. La république est dissoute et ne sera rétablie qu'en 1957 par Khrouchtchev, qui a autorisé les exilés à revenir dans leur patrie.

Ces différents épisodes d'opposition au contrôle russe de leurs terres ont solidement influencé la culture de ce peuple de résistants qui exulte les valeurs guerrières et s'enorgueillit d'avoir toujours résisté à l'occupation. La résistance, dans sa dimension historique et mythique, constitue l'élément central de la consolidation nationale. Le discours identitaire tchéchéne est entièrement centré sur les facteurs sociaux qui favorisent cette résistance, qu'il s'agisse des valeurs traditionnelles claniques ou de l'islam. En Tchétchénie, la liberté est érigée en véritable culte de la dignité personnelle. Les paroles échangées par les Tchétchènes pour se saluer traduisent cet esprit d'indépendance: «Viens, homme libre!»

LES GUERRES RÉCENTES

En 1991, alors que l'URSS est en état de déliquescence, Djokhar Doudaev, un général tchéchéne, prend le pouvoir à Grozny, la capitale, et proclame l'indépendance. L'année suivante, la

Tchéchénie se sépare de l'Ingouchie et le général Doudaev mène une vigoureuse politique nationaliste antirusse. Les républiques voisines demandent au président russe de l'époque, Boris Eltsine, d'intervenir.

C'est le début de la première guerre de Tchétchénie. L'armée russe prend Grozny, en mars 1995, malgré une résistance farouche. Les indépendantistes tchéchènes ne faiblissent pas et se radicalisent à travers des attaques spectaculaires comme la prise d'otages de Boudennovsk, en Russie, en juin 1995, suivie par celle de Kizliar, au Daguestan, en janvier 1996. La brutalité de la répression contribue à renforcer la radicalisation des Tchétchènes et la mutation de leur nationalisme en djihadisme. En 1996, un accord de paix signé entre la Russie et la Tchétchénie – l'accord de Khassaviourt, signé pendant la campagne électorale présidentielle russe, dont Eltsine est ressorti victorieux en partie grâce à cette entente – prévoit le retrait des troupes russes ainsi que l'organisation d'élections libres en Tchétchénie, tout en repoussant à 2001 la définition du statut de la république tchéchéne.

Une vague d'attentats commis dans plusieurs villes de Russie, en septembre 1999, amorce la deuxième guerre de Tchétchénie. Bien qu'il n'en ait jamais fourni la preuve, le Kremlin attribue les cinq attentats, qui ont fait 290 morts, aux indépendantistes tchéchènes. Dans le même temps, l'intrusion de forces tchéchènes au Daguestan voisin – où elles ont occupé deux villages et déclaré vouloir fonder une république islamique – incite Vladimir Poutine à envahir la république caucasienne, qualifiant l'opération d'«anti-terroriste», un terme au goût du jour. C'est la guerre en Tchétchénie qui permet à Poutine, alors directeur du Service fédéral de la Sécurité (FSB, ex-KGB), de prendre les rênes du pays en





tières de la Tchétchénie, les attentats étant davantage perpétrés dans les républiques caucasiennes voisines ou ailleurs en Russie. Ensuite, on observe une «dé-ethnisation» de la résistance tchétchène. Ce ne sont plus uniquement des Tchétchènes qui participent aux attentats, mais également des individus issus des divers groupes ethniques de la région (Avars, Ingouches, etc.).

La poursuite de la rébellion tchétchène, malgré l'essoufflement de sa dimension sécessionniste, se transforme de manière inquiétante et le radicalisme islamique y gagne en importance. La Russie essaie d'ailleurs d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la présence de forces islamistes dans la région depuis de nombreuses années. Par ailleurs, les attentats de Boston pourraient constituer l'amorce d'une tentative d'internationalisation du conflit. Cette interprétation viendrait renforcer l'idée que le conflit a perdu son caractère purement sécessionniste, car la «zone de combat» ne se limite plus au terrain ennemi, à savoir la Russie. Une véritable internationalisation du conflit est toutefois peu probable. Les puissances occidentales n'ont clairement pas l'intention de s'impliquer dans ce qu'elles continuent de percevoir comme une affaire interne à la Russie.

Il faut cependant retenir que la région du Caucase du Nord n'est toujours pas stable. On ne peut exclure que d'autres actes terroristes risquent d'y être perpétrés prochainement. Ceci pourrait venir jeter une ombre sur la décision du Comité international olympique de confier à la Russie, et particulièrement à Sotchi –limitrophe de cette région– l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2014. Une chose est sûre, la Russie devra redoubler d'efforts pour assurer la sécurité des Jeux, déjà les plus coûteux de l'histoire, et dont la facture risque encore une fois d'être révisée à la hausse. ●

tant que premier ministre, après plusieurs années d'instabilité gouvernementale.

S'agit-il de deux guerres distinctes ou d'une seule? La question se pose. Si les autorités russes et les dirigeants indépendantistes tchétchènes ont signé, le 31 août 1996, l'accord de Khassaviourt mettant fin aux hostilités du premier épisode guerrier, le Kremlin n'a jamais véritablement misé sur son application. Les fonds nécessaires à la reconstruction de la république n'ont pas été débloqués et les pourparlers en vue de l'adoption d'un statut définitif n'ont jamais eu lieu. Quant à l'armée russe, elle remâchait son humiliation et rêvait de revanche. Faut-il alors s'étonner de l'anarchie qui a régné pendant les trois ans séparant les deux épisodes guerriers dans une région en ruine dont les seuls revenus provenaient de trafics en tous genres et dont les dirigeants n'avaient aucune expérience du pouvoir?

La reprise des hostilités, à l'automne 1999, peut donc être envisagée comme la suite directe du premier conflit et non comme une nouvelle guerre. La répression contre les Tchétchènes a été d'une grande sauvagerie. On estime que 100 000 personnes sont mortes et que 400 000 ont fui au cours des années de guerre. Une fois la rébellion écrasée, en février 2000, Poutine instaure la gouvernance directe de Moscou dans la République tchétchène.

Les attaques terroristes se poursuivent néanmoins et, chaque fois, Mos-

cou ne fait pas de quartier, n'hésitant pas à sacrifier les otages en même temps que les kidnappeurs. Ce fut le cas au théâtre de la Doubrovka, à Moscou, en 2002 (169 morts, dont 129 spectateurs) et dans une école primaire à Beslan, en Ossétie du Nord, en 2004 (330 personnes, dont la moitié étaient des enfants).

QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI?

Installé au pouvoir en Tchétchénie par le Kremlin, le régime de Ramzan Kadyrov –que de nombreuses organisations de défense des droits de la personne accusent de torture, d'assassinats et d'enlèvements– n'a pas mis fin aux tensions. En 2009, Kadyrov a annoncé la «fin de l'insurrection», mais des groupes djihadistes persistent dans la région. Sous la chape de plomb de ce régime, l'incompréhension demeure entre la population tchétchène et un gouvernement pro-Kremlin qui s'obstine à dompter ce désir d'indépendance, historiquement ancré dans l'histoire de cette république.

Si l'on peut parler actuellement d'une certaine stabilisation de la situation en Tchétchénie –les attentats, les enlèvements d'étrangers et les demandes de rançon sont devenus plus rares–, celle-ci est largement attribuable au climat de terreur imposé par le président Kadyrov et ses miliciens. Cette réalité ne devrait toutefois pas cacher la régionalisation du conflit, amorcée depuis longtemps. D'abord, celui-ci a toujours débordé les fron-

Les enfants oubliés
de Tchétchénie,
Grozny, 31 décembre
2005. Photo: AP/
Musa Sadulajew